

Face à la vague brune : résistance(s) !



En finir avec les guerres impérialistes

Sur le plan international, les forces liées à l'extrême droite et au néofascisme se trouvent toujours plus en position de force.

Au Chili, l'extrême-droite est arrivée au pouvoir, laissant craindre une Amérique latine de plus en plus réactionnaire et plus largement d'ailleurs (que l'on pense par exemple au renforcement de la répression des LGBTQIA+ au Sénégal).

L'impérialisme états-unien œuvre au redécoupage des zones de domination ou d'influence, sur fonds de concurrence pour l'accès aux ressources, notamment fossiles : réactualisation de la doctrine Monroe et enlèvement de Nicolas Maduro, menaces sur le Groenland, le Canada et Cuba, rançonnement des terres rares ukrainiennes en échange d'une "aide" face à la Russie. La liste ne cesse de s'allonger : Israël, avec l'aide de son allié états-unien, a assassiné le dirigeant iranien Ali Khamenei, déclenchant une guerre dans tout le Moyen-Orient, multipliant les frappes en Iran et envahissant le Sud du Liban, désormais en cours d'occupation. Dans le même temps, l'État israélien poursuit le génocide à Gaza et l'annexion de la Cisjordanie s'accélère. Les populations civiles au Moyen-Orient sont les premières à payer le prix de guerres qui n'ont jamais amené la démocratie : une part du peuple iranien s'est soulevée de façon héroïque en janvier contre la dictature des mollahs, mais qui peut penser que restaurer l'ancienne monarchie après avoir enseveli l'Iran sous un tapis de bombes permettra d'atteindre cet objectif ? Pire, ce nouveau piétinement du droit international risque de conduire au même chaos que les précédentes interventions extérieures en Afghanistan, en Irak ou en Libye.

L'hubris de l'impérialisme états-unien et de son allié israélien sape le multilatéralisme avec l'affaiblissement de l'ONU et renforce les prétentions impérialistes des autres puissances comme la Chine, qui évoque une annexion prochaine de Taïwan et la Russie qui poursuit sa guerre d'annexion en Ukraine.

Dans ce contexte dangereux, où les différents gouvernements autoritaires s'utilisent et forment des alliances objectives, la volonté de la classe dirigeante en Europe de défendre ses intérêts dans la compétition mondiale entraîne un réarmement des pays de l'UE et une militarisation accrue.

La France, sur ordre d'Emmanuel Macron, intervient au Moyen-Orient en envoyant sa flotte de guerre, hors de tout mandat international et sans vote du parlement. Les annonces d'E. Macron sur le développement du nucléaire militaire, l'accroissement des stocks de bombes et la redéfinition des "intérêts vitaux de la nation" marquent une rupture de fait avec les règles de non prolifération. De même, le service militaire volontaire marque une étape dans la militarisation de la jeunesse et de la société que le SNES-FSU dénonce et refuse. L'organisation en France d'un mouvement d'opposition à la guerre en cours et à la militarisation, qui ne tombe pas dans un campisme aveugle, est une des tâches importantes du mouvement social et du syndicalisme international.

La mobilisation internationale qui existe, notamment aux États-Unis sur la question de la guerre ou sur la question migratoire, peut nous inspirer. Les troupes de l'ICE mettent en œuvre ce que Trump avait annoncé durant sa campagne : la chasse aux « migrant·es », l'internement de milliers de personnes dans des conditions inhumaines et leur expulsion du territoire. La violence de ces troupes paramilitaires conduit à des meurtres, dont deux

Femmes : Mobilisations du 8 mars

Avec 200 000 personnes qui ont manifesté partout en France, la journée du 8 mars a été une réussite, notamment à Paris. C'est d'autant plus important que l'actualité des violences sexistes et sexuelles (affaires Epstein et Pelicot notamment) met en lumière les effets d'une société patriarcale de plus en plus contestée.

militant·es à Minneapolis. En face, la mobilisation de la population est très forte, organisant la résistance au niveau de chaque quartier pour empêcher la traque menée par l'ICE. Trump a d'ailleurs dû calmer le jeu et renvoyer Greg Bovino, le dirigeant de la police aux frontières, et Kristi Noem, ministre de la sécurité intérieure. Cette résistance de la société civile états-unienne à ce processus de fascisation est admirable et doit permettre de sortir de la peur dans laquelle l'administration Trump veut enfermer la population de son pays et des autres.

Les luttes de solidarité internationalistes sont étroitement liées à nos combats en France pour la justice sociale et environnementale : en France, le seul budget en hausse est celui de l'armement, qui a quasiment doublé depuis 2017 et passe devant celui de l'Éducation nationale.

Extrême-droite : de la banalisation à la diabolisation de la gauche

Quentin Deranque, militant dans plusieurs groupes néofascistes ou royalistes, est décédé à Lyon le 14 février après une rixe entre militants fascistes et antifascistes, suite à un guet-apens tendu à ces derniers par Nemesis (groupe fémo-nationaliste islamophobe). L'instrumentalisation de ce drame pour diaboliser la gauche, la désignation de coupables avant toute enquête, l'inversion des valeurs entre fascisme et antifascisme de la part de l'extrême-droite, de la droite, du gouvernement (garde des Sceaux et ministre de l'intérieur) et même d'une partie du centre gauche, reprise sans aucune distance critique par bon nombre de médias, la minute de silence en l'honneur d'un néonazi organisée à l'assemblée nationale sont inacceptables et irresponsables. Depuis, des permanences politiques et syndicales, des bars ont été la cible d'attaques violentes. La stigmatisation de forces politiques de gauche ne vise qu'à banaliser l'extrême-droite pour rendre acceptable l'union des droites. La responsabilité du collectif Némésis n'est en revanche que très peu questionnée. Le mouvement social, syndical, associatif et politique doit faire bloc pour affirmer son opposition aux politiques autoritaires calquées sur le programme du RN, pour résister à l'extrême-droite et porter la nécessité d'alternatives fortes en matière de

justice sociale et d'émancipation.

Les mobilisations du 14 et 21 mars contre le racisme et l'antisémitisme sont l'occasion de l'expression d'une solidarité unitaire face à la montée et à la banalisation des idées d'extrême-droite en France et dans le monde.

En outre, le policier qui a tué Nahel Merzouk ne devrait pas être jugé pour meurtre même si le parquet général a formé un pourvoi en cassation le 13 mars.

Climat : "Make our planet great again"

Tempête de neige à New-York, tempêtes Nils et Pedro en France, inondations dans les départements de l'ouest, vagues de chaleur : partout les catastrophes climatiques s'enchaînent et deviennent la norme. Pourtant les choix politiques pour faire face à la crise climatique restent plus qu'insuffisants, les décisions à court terme et le climato-scepticisme font florès. Ainsi Trump vient-il d'abroger les réglementations fédérales sur la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre. Quant à Macron, il porte lui aussi une lourde responsabilité dans le déni de l'urgence climatique, via les politiques menées depuis 2017 en faveur de l'agriculture intensive, des grands travaux inutiles ou des industries toxiques au nom de la "compétitivité".

Le SNES avec la FSU doit dénoncer l'absence de volonté politique sur les conséquences concrètes du dérèglement climatique. Le SNES avec la FSU doit continuer à informer et porter ses revendications pour exiger de l'Etat des politiques à la hauteur des enjeux. Il faut notamment relancer la campagne et la pétition contre la loi Duplomb 2.

Conséquence de la guerre au Moyen-Orient, le prix du baril explose et fait craindre une reprise de l'inflation. En France, le gouvernement a annoncé vouloir contrôler davantage les marges des distributeurs de carburant. Cette mesure démagogique est tout à fait insuffisante et ne remet pas en question notre dépendance aux hydrocarbures. Il faut s'appuyer sur cette crise pour lier nos revendications de justice sociale et écologique : à l'augmentation des salaires, le SNES avec la FSU doit associer la revendication d'une accélération des mesures en faveur de la transition énergétique.

Un budget austéritaire à tout prix et une école qui paie le prix fort

Malgré ses engagements, le Premier Ministre Sébastien Lecornu a fait adopter ce budget par 49.3, piétinant une fois de plus le fonctionnement démocratique des institutions. Un budget d'austérité qui coupe de 40 milliards d'euros dans les frais de santé et d'éducation de la population au motif de rembourser une partie de la dette de l'État, mais qui ne s'en prend pas aux exonérations fiscales des plus riches qui grèvent les recettes. Le projet d'affaiblissement des services publics et de renforcement du secteur privé est toujours en cours.

Dans le secteur de l'éducation, ce budget est marqué par la suppression de 3 256 postes.

L'occasion de la baisse des effectifs pour faire augmenter le taux d'encadrement des élèves est manquée avec ces nouvelles suppressions d'emplois. Dès les CSA passés (et boycottés ou non), de nombreux·ses collègues se sont mobilisé·es pour lutter contre les suppressions de postes, la perte de moyens et la hausse des effectifs par classe ; bref, contre la catastrophe annoncée. Les retards, mais aussi les reports des instances 1er degré après les municipales, auront rendu encore plus difficile la riposte, l'incertitude étant rarement le carburant de la révolte. A nous de faire converger ces luttes pour les moyens pour leur donner de l'ampleur.

Le ministère a (une fois de plus) ouvert un contre-feu avec le serpent de mer de la durée des journées et des vacances scolaires. Mais personne n'est dupe et il y a fort à parier que l'intérêt pour les rythmes de vie des enfants et des adolescent·es passera après le calendrier politique et les intérêts de l'industrie du tourisme.

Sous la pression de leur mobilisation, le ministère a enfin consenti à ouvrir des négociations en vue de la création d'un statut d'AESH. Leur rémunération scandaleusement basse, leurs conditions de travail très difficiles et leur rôle indispensable dans une école qui se veut inclusive se sont imposés dans l'espace médiatique. Au côté des autres syndicats nationaux, le SNES-FSU doit maintenir la pression pour obtenir des conditions d'emploi, de rémunération et de travail décentes et attractives, dans l'intérêt des

AESH et de tou·tes les élèves. Pour l'emporter, il faut mettre fin à la concurrence entre syndicats de l'éducation : c'est au niveau fédéral que le combat doit se mener pour l'emporter et que nos mandats doivent être portés dans l'intersyndicale. Profession largement féminisée, les AESH sont le symbole des inégalités de salaires entre les femmes et les hommes, d'où l'importance de leur visibilité dans les cortèges du 8 mars.

Les mobilisations des collègues ont contraint le ministère à abandonner l'obligation de la mise en œuvre des groupes de niveaux en 6° et 5°. C'est une belle victoire et il faut maintenant s'assurer que c'est effectif sur le terrain. De même pour l'EVARS, il faut nous assurer qu'elle est bien mise en œuvre dans les établissements pour faire reculer l'idéologie masculiniste et LGBTQIA+phobe, mais nous devons également gagner les moyens permettant aux collègues de le faire : une décharge de service pour la formation, la préparation et la réalisation des séances ?

Et que dire de la succession de nouveaux programmes au collège qui sont imposés dès septembre 2026, donc dans la précipitation une nouvelle fois ? La consultation ministérielle, étant donnés les délais, fait douter de la volonté du ministère d'inclure la réflexion des collègues dans ses plans, d'autant que les programmes viennent de paraître. Ainsi, les bonnes volontés exprimées risquent d'être bien loin d'offrir le cadre d'un enseignement émancipateur.

Les maquettes de formation des maître·ses sont inquiétantes : le déplacement du concours est utilisé par le ministère pour réduire la formation au lieu de permettre une formation dans de meilleures conditions en étant dégagé de la pression du concours. Parallèlement, le poids de compétences qui ne serviront qu'à rendre les collègues plus "dociles" face à la hiérarchie est problématique. Elles doivent être dénoncées dans un cadre fédéral mais aussi intersyndical.

Dans le contexte de baisse démographique, les politiques consistant à systématiquement favoriser les établissements de l'enseignement privé sous contrat organisent, en utilisant l'impôt, la ségrégation sociale. Les vrais assisté·es, sont là ! Donner aux écoles publiques les moyens de

fonctionner, c'est aussi se battre pour mettre fin à ce séparatisme. La nationalisation de ces établissements, déjà largement rémunérés par l'Etat, doit permettre d'y mettre fin.

Par peur d'ouvrir un nouveau front à la veille des élections municipales et présidentielles, le ministère ne souhaite pas modifier la carte de l'éducation prioritaire pour l'instant. Avec l'annonce du plan « 800 collèges », il prépare donc un nouvel écran de fumée qui sera également l'occasion d'une nouvelle dérégulation et d'un nouveau tour de vis managérial. Cette nouvelle contractualisation des moyens s'accompagnerait d'une mise au pas des collègues les forçant à avaliser des pratiques prescrites par le ministère au détriment de la liberté pédagogique et des principes du service public.

Pour faire reculer l'extrême-droite, mobilisons-nous pour plus de services publics !

Nous le voyons dans nos collèges et lycées, les associations comme parents vigilants sont une menace pour nos pratiques, et leur opposition à l'EVARS un obstacle à l'émancipation des jeunes. Le SNES doit adhérer à VISA, faire adhérer les sections académiques et départementales, et participer au travail collectif de lutte contre l'ED. De plus, c'est en organisant régulièrement des réunions dans chaque établissement mais aussi en mobilisant dans la rue de manière unitaire contre l'austérité que l'on pourra écrire un autre scénario que celui des médias dominants. Enfin, c'est aussi en mettant en œuvre des pratiques professionnelles réellement émancipatrices permettant à tou·tes les jeunes d'être acteur·trices de leurs apprentissages qu'on fait reculer l'anti-intellectualisme, terreau de la réaction.

La mobilisation est nécessaire pour faire reculer les forces réactionnaires. Le colloque organisé par la FSU et la CGT contre l'extrême droite et son rapport à l'école était un moment intéressant de travail en commun et d'analyse des dangers de l'ED pour nos métiers. La constitution de listes communes aux élections professionnelles pourrait montrer l'importance que l'on place dans le rassemblement des forces de transformation sociale.

La dégradation des services publics est un terreau

pour l'extrême droite. Les élections municipales des 15 et 22 mars sont un nouveau test pour le RN, qui espère gagner des villes de taille moyenne ou grande. L'abstention a été très forte le 15 mars. S'il n'y a pas de percée nationale du RN, certain-es maires d'extrême-droite ont déjà été réélus dès le premier tour ! Son ancrage s'installe dans la durée et ces victoires serviront de marche-pied pour les prochaines échéances électorales. Le SNES avec la FSU doit communiquer sur le fait qu'aucune voix ne doit aller à l'extrême-droite, ni aux listes qui reprennent son programme. Face au risque fasciste et à l'union des droites, le rôle du syndicalisme de transformation sociale est d'appeler clairement à l'unité et à la responsabilité politique qui s'impose pour créer la dynamique d'une victoire politique ou sociale à l'image de ce qui avait été fait en 2024 lorsque CGT et FSU avaient appelé à voter pour le programme de rupture du NFP. La mobilisation citoyenne et de la jeunesse doit permettre de contrer la progression des forces racistes et néofascistes et de rappeler l'importance des services publics.

Ce que la population de Minneapolis ou de Bulgarie a fait par sa mobilisation, à nous de nous en inspirer pour contrer la résistible arrivée de l'extrême droite au pouvoir : information, unité, mobilisation, victoire !

Action

Le SNES-FSU appellera aux mobilisations solidarité Palestine du 28 mars, ainsi qu'aux manifestations internationales contre l'extrême droite qui se construisent ce jour-là et à un 1er mai internationaliste et antifasciste. Dans le cadre de la lutte contre l'extrême droite, le SNES-FSU adhérerait à VISA.

Le SNES, comme la FSU-SNUipp, proposera une mobilisation éduc avant la fin du mois de mars et portera dans l'intersyndicale une journée de grève qui s'inscrive dans un plan d'action articulant mobilisations locales et nationales. Le SNES envisage d'ores et déjà les suites pour obtenir un collectif budgétaire : il y a urgence pour les postes et pour les salaires.

Le SNES appelle à signer la pétition contre la loi Duplomb 2 et s'impliquera avec la FSU dans la construction de mobilisations contre elle et la loi d'urgence agricole en préparation qui menace l'eau et le vivant.